

## Editorial

Titre : Le Momentum, c'est aujourd'hui

**Ce texte a présente la position des EGEB lors des Premières rencontres bruxelloises de l'eau organisées par la plate-forme de coordination régionale de l'eau, le 24 septembre à Bruxelles Environnement.**

*« Tout d'abord nous souhaitons remercier Madame Frémault, Ministre en charge de l'environnement et Bruxelles Environnement pour avoir organiser ces premières Rencontres de l'eau et de nous donner la parole.*

Il se pourrait que le moment soit venu pour que les politiques de gestion de l'eau bifurquent. Lorsqu'il y a 14 ans la question du bassin d'orage de la place Flagey s'est posée avec plus de force aux habitants de cette ville, les savoirs en présence étaient peu nombreux et même inexistantes en matière de gestion décentralisée de l'eau. Nous appelions déjà à ce que l'eau sorte du « refoulé » pour entrer dans la lumière.

En effet, l'eau enfermée dans sa tuyauterie n'était pas entrée en démocratie, le débat public n'avait pas lieu sur cette question laissée aux seuls experts et techniciens. Certes quelques acteurs universitaires ou architectes privés avaient bien des connaissances en la matière, mais les pouvoirs publics, eux, ne proposaient d'autres alternatives que celle concernant l'emplacement du bassin d'orage : sous la place Flagey ou sous les étangs d'Ixelles. Tel était le choix. Alors que nous recherchions sur internet les

différentes alternatives technologiques au bassin d'orage, le site de l'IBGE était désespérément muet en la matière. C'est en Allemagne et au Pays-Bas – pays dans lesquels la décision avait été prise de ne plus construire de bassins d'orage – que l'on a trouvé les informations de base. Pour diminuer les risques d'inondation, il était proposé de travailler sur l'ensemble du territoire de récolte de l'eau – le bassin versant – et non pas seulement là où l'eau fait problème et ce sur la base de principes simples : l'infiltration, l'évaporation, le ralentissement et les usages divers de l'eau. Nous parlions déjà de solidarité de bassin versant.

C'est un fait acquis, on ne change pas des choix technologiques structurants d'une ville entière en quelques semaines ou mois. Quinze ans environ, voilà la durée entre le moment de la prise de conscience – la crise du bassin d'orage Flagey – et aujourd'hui. Des signes clairement présents indiquent que le temps est venu pour que la gestion de l'eau se fasse différemment. D'une part, des communes de la vallée du Molenbeek rechignent à accueillir un bassin d'orage de 50.000 m<sup>3</sup> pour des raisons de nature sociologique ou liées à la préservation du patrimoine. Par ailleurs, des bassins d'orage de plus petite taille sont sous moratoire... le coût de ces dispositifs pourrait affecter le prix de l'eau, question qui n'est pas à sous-estimer. Bref, l'utilisation de ces technologies lourdes et centralisées du « toujours plus de la même chose » commence à trouver de la résistance... comme l'air peut offrir une résistance à la vitesse.

Par ailleurs, le savoir sur les technologies décentralisées commence, lui, à réellement percoler en Région Bruxelles-Capitale. Aujourd'hui, Bruxelles

Environnement a développé un programme de gestion de l'eau qui met en valeur les rivières ; des études sont menées ; des savoirs sur les technologies décentralisées sont présentés et forment une banque de données utilisable ; des voyages sont organisés, notamment à Douai, etc. Mais la ville dense n'est pas encore réellement le terrain d'expérimentation.

Nous-mêmes, EGEB, participons modestement à ces savoirs. L'étude Aquatopia qui a été menée dans le cadre des Alliances EEE et soutenue par BE semble indiquer déjà avec plus de précisions qu'il y a un réel potentiel hydrologique dans l'emploi des technologies décentralisées, ce que nous appelons les Nouvelles Rivières Urbaines. D'un point de vue économique la question est moins claire, mais l'on peut présumer que le coût sera inférieur à celui des outils classiques. En matière d'emplois bruxellois - cela a été démontré dans le cadre de l'Alliance -, la construction des gros outils technologiques n'en sera qu'un faible créateur, alors qu'au contraire les technologies décentralisées pourraient être porteuses d'une économie circulaire relocalisée.

Et que dire des aménités possibles ou autres avantages en matière de biodiversité, de régulation du climat, d'amélioration de la qualité de l'air, etc. ! Bref, décider que l'eau de pluie devienne une ressource plutôt qu'un élément jetable nous fait passer d'une économie centralisée et linéaire à une économie plurielle et circulaire qui accompagne d'innombrables boucles de vie dont on n'a pas encore pris la mesure...

De plus, le Versant solidaire de Forest est en passe de montrer que les

profanes, porteurs de savoirs d'usage et tant d'autres, peuvent fort bien participer à l'élaboration de ces politiques publiques. Surtout, ils contribuent à développer la solidarité de bassin versant, à savoir que ceux qui ne subissent pas les inondations se soucient de ceux qui les subissent. Ensemble, ils s'engagent dans une réflexion sur les alternatives à cette situation. Ceci nous indique que cette affaire environnementale est aussi humaine et sociale et que l'eau est bien une ressource commune qui peut faire l'objet d'une ouverture démocratique.

Bref, les difficultés qui se présentent d'un côté et les avancées qui semblent se dessiner de l'autre semblent montrer que les deux vases qui communiquent, celui du tuyautaire du premier côté et celui des NRU de l'autre commencent tout doucement à s'équilibrer. Loin de nous l'idée de tout ramener à une pensée unique. Non, la complexité voudra que la technologie tuyautaire reste structurante, mais que les technologies décentralisées ne constituent pas un simple appoint, elles font partie aujourd'hui de la panoplie des choix possibles. Les gestionnaires et décideurs de la question devront, de situations rencontrées en situations rencontrées, s'appuyer sur une diversité d'approches et une multitude d'outils pour lesquelles les décisions sur les meilleurs choix à développer seront la base de controverses, le fruit de débats à mener et de discussions à entamer, notamment avec les experts d'usage que sont les citoyens de cette ville, des gouvernements locaux de l'eau permettant de traiter cette question qui somme toute est une question de démocratie technique intéressant le plus grand nombre.

Si nous ne pouvons que nous réjouir du fait que l'eau fasse l'objet d'un débat public, nous ne pouvons cacher notre déception quant à la présentation de la plate-forme de coordination régionale. En effet, il apparaît que les pouvoirs publics continuent d'investir massivement dans les méthodes issues du passé alors que l'on ne voit pas comment l'on va investir dans les méthodes du futur. Plus de 200.000 m<sup>3</sup> de bassins d'orages sont d'ores et déjà programmés alors que face à cela, nous ne voyons aucun objectif opérationnel pour les NRU qui soient à la hauteur du discours d'introduction de Madame la Ministre sur les NRU, notamment.

Par exemple, ne profiterions nous pas du moratoire sur le bassin d'orage du square Lainé (à Forest) pour mener une extension de l'étude Aquatopia afin de déterminer le potentiel hydrologique du territoire de récolte des eaux qui sont à la base de l'hypothèse de ce bassin d'orage ? Et, pour un coût moitié moindre que celui de la construction du bassin d'orage, que serait-il possible de réaliser en surface ? Nous pensons de plus que, dès lors que cette étude montrerait une efficacité des NRU en remplacement du bassin d'orage (ou en partie), il faudra faire suivre cela d'un effet réel. Car rien ne remplacera la pratique, aucune simulation ne sera suffisante. Le temps est venu de mener des expérimentations concrètes à des échelles qui permettront de faire de réels apprentissages tant technique qu'en matière de gouvernance et de procéder à des évaluations et d'en tirer les conclusions à la hauteur des défis de notre époque.

Il faudra trouver des financements, certes. Mais autant les circuits de l'eau doivent être repensés, autant ceux des flux financiers doivent l'être aussi.

Est-il bien raisonnable de faire payer l'épuration de l'eau de pluie par la redevance ? Ne devrait-on pas proposer que ce soit l'imperméabilité des sols qui soit mise à contribution ? Par ailleurs, tout aménageur du territoire ne devrait-il pas se soucier de gestion de l'eau en intégrant dans ses projets cette question ? Comme on le voit, il y a encore du boulot, mais le temps est venu de commencer à faire des choix. Des Groupes de travail seraient dès à présent à mettre en place sur ces matières : financements, aspects juridiques, maintenance des ouvrages décentralisés. Nous sommes prêts à y contribuer.

***Dans cinq ans, les premières transformations importantes sur le terrain***

Donnons-nous cinq ans pour que quelques véritables projets concrets et d'envergure de gestion décentralisée de l'eau voient le jour. Donnons-nous cinq ans pour que des réglementations innovantes se mettent en place, pour que des circuits de financements alternatifs – alternatifs comme les NRU – voient le jour...

Au total depuis le début des années 2000, cela fera à peu près 20 ans. 20 ans, c'est le temps d'une jeunesse. 20 ans, c'est quatre mandatures et trois ministres. 20 ans, c'est le temps de cette assiduité, le temps d'une métamorphose, ou d'une transition. Mais ces cinq dernières années se jouent aujourd'hui. C'est le momentum, car aujourd'hui, l'eau entre en démocratie à l'échelle de la Région.

Les questions environnementales vont appeler des transitions multiples vers des approches plus écologiques, plus démocratiques, d'économie plus

circulaires et endogènes... La question de l'eau à Bruxelles pourrait devenir l'un des parangons en la matière afin de donner l'exemple à d'autres...

Merci de votre attention